

Le Kerala, exception indienne.

Le Kerala est une exception au niveau indien par son modèle de développement, dit le “Kerala’s Model” par le géographe Amartya Sen. En effet, cet Etat s'est d'abord développé socialement, avec des grands investissements dans le domaine social dès les années 1950 (+40% dépenses pour le secteur social, contre 22% pour le reste de l'Inde), avant d'émerger économiquement. Cette spécificité est liée aux conditions géographiques de l'Etat, et notamment de son urbanisation. En effet le Kerala, très densément peuplé (860 habitants/Km²), connaît une urbanisation sur le modèle du “desakota” (Kamala Marius, c'est à dire une “mixité des activités agricoles et non agricoles dans des espaces densément peuplés où la mobilité des populations est localement importante”). L'habitat est diffus, et il y a peu de différences entre villes et campagnes, ce qui permet de relier plus facilement toutes les infrastructures, notamment sur la côte où se trouve les plus grandes villes (capitale Thiruvananthapuram, ou capitale économique Kochi). De plus le Kerala a une population très diversifiée (peuplement ancien) : 54,73 % des résidents du Kerala étaient hindous, 26,56 % musulmans, 18,38 % chrétiens,

Ce développement social a permis à l'Etat de devenir le plus développé de l'ensemble de l'Inde, avec un IDH à 0,784, ce qui le placerait au niveau de la Moldavie (86e/193), qd l'IDH de l'Inde est 134e. Le Kerala est ainsi particulièrement remarquable par l'achèvement précoce de sa transition démographique. Aujourd'hui, avec un taux moyen de 1,7 enfants par femmes, il se rapproche des Etats occidentaux, alors qu'en 1950, le Kerala avait encore un taux de 5,6 enfants par femme. Cet achèvement de la transition démographique a notamment été la cause de mesures d'alphabétisation de la population (1957, la loi sur l'éducation du Kerala), notamment des jeunes filles qui sont maintenant aussi éduquée que les garçons (95% des enfants, filles et garçons, alphabétisés, 43% des filles qui font des études supérieures), l'élévation de l'âge légal du mariage (qui aurait contribué à lui seul à une baisse de 30% de la natalité...). Ces éléments ont aussi permis de réduire grandement les inégalités hommes/femmes, avec par exemple un sex ratio équilibré entre hommes et femmes, voire un peu en faveur des femmes, quand dans le reste de l'Inde connaît un grand déficit de femmes. En général le développement social a été largement favorisé par l'implication de l'Etat (gouvernement communiste depuis 1957). Entre 1980-81, le secteur social représentait 45,7% des dépenses du Kerala contre seulement 29,7% pour le reste de l'Inde.

Ce modèle a permis l'émergence de l'économie du Kerala, qui n'est pour autant pas aujourd'hui parmi les centres économiques majeurs de l'Inde. L'économie du Kerala est beaucoup fondée sur le secteur tertiaire (60% des revenus de l'Etat, 40% des emplois), ou sur l'accueil d'entreprises technologiques, comme le Technoparc de la capitale, premier dans l'ensemble du pays (ouvert en 1995). L'économie du Kerala se distingue du reste du pays notamment par son lien avec le reste du monde, comme le montre par exemple le port international de Cochin, ou l'ouverture en 2025 du port de Vizhinjam International Seaport dans la capitale. Le pays tire ainsi une grande part de sa richesse des remises venus notamment d'Arabie Saoudite, où de nombreux Keralais ont émigré pour travailler dans des emplois adaptés à leurs qualifications. En effet, le problème majeur que rencontre cet état, est un chômage des jeunes très qualifiés particulièrement élevé (29,9% pour moins de 10% dans le reste de l'Inde). Les jeunes, particulièrement éduqués, ne trouvent effectivement pas d'emplois adaptés à leurs compétences, et beaucoup (30%) préfèrent émigrer, ou ne pas avoir d'emploi que de renoncer à certaines qualifications ou prétentions salariales. Le Kerala ne fournit pas assez d'emplois à la masse des étudiants qui sortent des universités. Ce chômage est particulièrement vrai chez les femmes éduquées, qui sont à 43% au chômage, ce qui fait du Kerala le 18^e Etat sur 30 pour l'emploi des femmes, malgré la limitation des inégalités hommes/femmes.